

Situation Mensuelle de l'Etat



Janvier 2012



DF DIRECTION GÉNÉRALE DES
FINANCES PUBLIQUES

Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -12,5 milliards €

«Une évolution marquée par l'encaissement d'une recette au titre de l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences hertziennes»

Le solde d'exécution budgétaire fin janvier 2012 s'élève à -12,5 milliards €, contre -13,4 milliards € fin janvier 2011. Cette variation est due à la recette perçue au titre de l'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz (qui affecte le budget général et les comptes spéciaux), ainsi qu'à l'amélioration du solde des

comptes spéciaux (cf page 3). Ces évolutions sont en partie compensées par des dépenses d'intervention plus importantes que l'an dernier. L'évolution des dépenses n'est pas significative en ce début de gestion en raison du rythme de comptabilisation plus soutenu des dépenses cette année.

Dépenses du budget général (hors R & D*) : 26,9 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 5,3 milliards € dont 2,7 milliards € relatifs au programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et 1,3 milliard € relatif au programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,1 milliards € dont 2,5 milliards € sur le programme « Enseignement scolaire public du second degré » et 1,5 milliard € sur le programme « Enseignement scolaire public du premier degré » ;

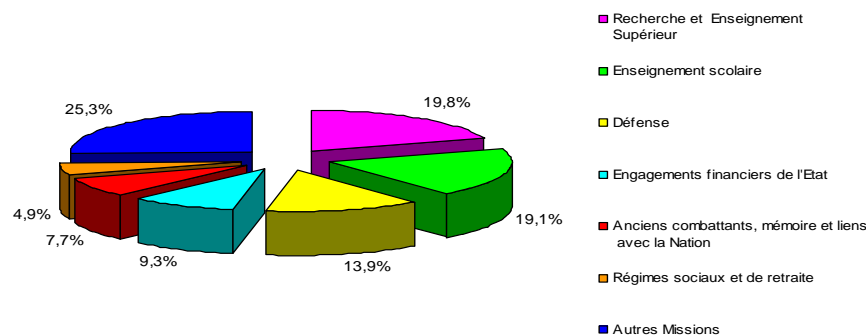
✓ Mission **Défense** : 3,8 milliards € dont 1,9 milliard € relatifs au programme « Equipement des forces » et 1,6 milliard € relatif au programme « Préparation et emploi des forces » ;

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** 2,5 milliards € essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;

✓ Mission **Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation** : 2,1 milliards € dont 1,4 milliard € au titre des pensions militaires d'invalidité de victimes de guerre et allocations rattachées et 0,7 milliard € au titre des pensions de retraite du combattant ;

✓ Mission **Régimes sociaux et de retraite** : 1,3 milliard € dont 0,9 milliard € relatif au programme « Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres ».

Principales missions du budget général *



* hors R&D : hors remboursements et dégrèvements d'impôts



Recettes du budget général (hors R&D) : 17,5 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

Impôt sur le revenu : 3,2 milliards € ;

TVA : 15,1 milliards € ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 0,9 milliard € ;

Recettes non fiscales : 1,5 milliard € au titre des redevances d'usage des fréquences radioélectriques;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,4 milliards €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 21,8 milliards €

Les recettes fiscales sont plus dynamiques en ce début d'année. Elles s'élèvent à 21,8 milliards € contre 20,1 milliards € à fin janvier 2011.

Recettes non fiscales : 1,6 milliard €

Les recettes non fiscales à fin janvier 2012 s'élèvent à 1,6 milliard € contre 0,2 milliard € en 2011. On note une recette de 1,5 milliard € correspondant aux redevances d'usage des

fréquences radioélectriques délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -5,9 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin janvier 2012 à -5,9 milliards € contre -62 milliards € à fin janvier 2011.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -3,0 milliards €

Les principales évolutions du mois

Le compte spécial « **Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien** » enregistre une recette de 1,2 milliard € au titre de l'attribution d'autorisations d'utilisation des fréquences dans la bande 800 MHz.

Le CAS **Pensions** enregistre des dépenses pour 4,2 milliards € et des recettes pour 5,1 milliards €.

Le compte **d'Avances aux collectivités territoriales** enregistre des dépenses pour 7,0 milliards € et des recettes pour 2,0 milliards €.

Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » comptabilise des dépenses pour 2,7 milliards € et des recettes pour 2,8 milliards €.

Au 31 janvier 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -3,0 milliards € contre -7,6 milliards € en janvier 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'encaissement de la recette de 1,2 milliard € au compte spécial « Gestion et valorisation des

ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien », par des recettes plus importantes en 2012 au CAS Pensions (+2,4 milliards €) et par le prêt octroyé à la Grèce en janvier 2011 pour 1,4 milliard €.

Dette financière de l'Etat au 31 janvier : 1 323,6 milliards €

Les flux significatifs enregistrés depuis le début de l'année concernent les OAT (émissions nettes de 9,0 milliards €) et les BTAN (remboursements nets de 6,0 milliards €).



☛ Nouveau système d'information financière de l'Etat : tenue de la comptabilité de l'Etat dans CHORUS depuis le 1^{er} janvier 2012

La situation mensuelle de l'Etat de janvier 2012 est établie en environnement comptable CHORUS dont le déploiement est intervenu le 1^{er} janvier 2012. Les

données budgétaires et patrimoniales nécessaires à l'élaboration de cette restitution sont désormais issues de ce système d'information.

☛ Actualités : attribution par l'ARCEP des fréquences dans la bande 800 MHz relatives aux futurs réseaux de 4^{ème} génération

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP) a délivré le 17 janvier 2012 aux sociétés Bouygues Telecom, Orange France et SFR des autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz pour établir et exploiter un réseau radioélectrique mobile en France métropolitaine.

Cette mesure a permis des recettes à hauteur de 2,6 milliards €. La recette enregistrée sur la ligne de

recettes non fiscales « Redevances d'usage des fréquences radioélectriques » correspond à la part afférente aux fréquences anciennement attribuées à la TV analogique (790-830 Mhz).

La recette enregistrée au compte d'affectation spéciale « Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien » concerne les bandes de fréquences 830-862 MHz libérées par le ministère de la défense.



	Janvier	Cumul à fin janvier		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-12 529	-12 529	-13 447	-13 447	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	26 935	26 935	20 107	20 107	6
Recettes du budget général (hors R et D)	17 457	17 457	14 289	14 289	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	3 183	3 183	3 243	3 243	
- IS	326	326	244	244	
- TVA	15 078	15 078	14 415	14 415	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-3 051	-3 051	-7 629	-7 629	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-859	-859			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	123 193	123 193	111 070	111 070	19
Dettes financières de l'Etat	1 323 582	1 323 582			20

Les données retraitées de 2011 correspondent aux données exécutées de 2011 corrigées des changements de périmètre définis par la loi de finances pour 2012 (cf notes méthodologiques).



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses du budget général (hors R&D)				
Dotations des pouvoirs publics	997	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	10 220	10 220	9 168	9 168
Dépenses de fonctionnement	5 907	5 907	4 470	4 470
Charges de la dette de l'Etat	2 461	2 461	2 999	2 999
Dépenses d'investissement	1 129	1 129	19	19
Dépenses d'intervention	6 176	6 176	2 433	2 433
Dépenses d'opérations financières	45	45	0	0
Total des dépenses (hors R et D) (I)	26 935	26 935	20 107	20 107
Recettes nettes du budget général (hors R&D)				
Recettes fiscales	21 753	21 753	20 149	20 149
Recettes non fiscales	1 611	1 611	195	195
Prélèvements sur recettes	-5 911	-5 911	-6 202	-6 202
Fonds de concours	4	4	147	147
Total des recettes (hors R&D II)	17 457	17 457	14 289	14 289
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	23 368	23 368	20 491	20 491
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-9 478	-9 478	-5 818	-5 818
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	2 081	2 081	-1 356	-1 356
Solde des comptes de concours financiers	-5 161	-5 161	-6 377	-6 377
Solde des comptes de commerce	32	32	104	104
Solde des comptes d'opérations monétaires	-3	-3	355	355
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	-3 051	-3 051	-7 629	-7 629
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-12 529	-12 529	-13 447	-13 447



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	10 220	10 220	9 168	9 168
Rémunérations d'activité	5 513	5 513	5 293	5 293
Cotisations et contributions sociales	4 651	4 651	3 800	3 800
Prestations sociales et allocations diverses	56	56	75	75
AUTRES TITRES	16 715	16 715	10 939	10 939
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	997	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 907	5 907	4 470	4 470
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 186	1 186	190	190
Subventions pour charges de service public	4 721	4 721	4 280	4 280
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	2 461	2 461	2 999	2 999
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	2 461	2 461	2 999	2 999
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 129	1 129	19	19
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	964	964	19	19
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	165	165	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	6 176	6 176	2 433	2 433
Transferts aux ménages	2 708	2 708	646	646
Transferts aux entreprises	381	381	49	49
Transferts aux collectivités territoriales	235	235	78	78
Transferts aux autres collectivités	2 852	2 852	1 660	1 660
Appels en garantie	0	0	0	0
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	45	45	0	0
Prêts et avances	6	6	0	0
Dotations en fonds propres	1	1	0	0
Dépenses de participations financières	38	38	0	0
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	26 935	26 935	20 107	20 107



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2012		Cumul à fin janvier 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	517	159	517	159	134
Action de la France en Europe et dans le monde	76	53	76	53	41
Diplomatie culturelle et d'influence	422	76	422	76	77
Français à l'étranger et affaires consulaires	19	18	19	18	16
Présidence française du G20 et du G8	0	12	0	12	0
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	181	154	181	154	154
Administration territoriale	128	118	128	118	121
Vie politique, culturelle et associative	0	0	0	0	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	53	36	53	36	33
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	847	586	847	586	399
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	545	342	545	342	147
Forêt	204	149	204	149	158
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	42	40	42	40	38
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	56	55	56	55	56
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	553	465	553	465	501
Aide économique et financière au développement	128	38	128	38	53
Solidarité à l'égard des pays en développement	425	427	425	427	448
Développement solidaire et migrations	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	2 125	2 073	2 125	2 073	8
Liens entre la Nation et son armée	9	7	9	7	6
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	2 116	2 066	2 116	2 066	2
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	0	0	0	0	0
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	77	37	77	37	72
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	24	23	24	23	21
Conseil économique, social et environnemental	37	0	37	0	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	16	14	16	14	13
CULTURE	100	104	100	104	71
Patrimoines	2	7	2	7	0
Création	31	31	31	31	19
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	67	66	67	66	52
DEFENSE	2 388	3 751	2 388	3 751	1 548
Environnement et prospective de la politique de défense	57	154	57	154	38
Préparation et emploi des forces	1 426	1 585	1 426	1 585	740
Soutien de la politique de la défense	128	111	128	111	69
Equipement des forces	777	1 901	777	1 901	701
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	55	36	55	36	26
Coordination du travail gouvernemental	34	24	34	24	22
Protection des droits et libertés	6	5	6	5	4
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	15	7	15	7	0
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	679	508	679	508	618
Infrastructures et services de transports	8	31	8	31	0
Sécurité et circulation routières	2	0	2	0	0
Sécurité et affaires maritimes	54	8	54	8	4
Météorologie	152	51	152	51	49
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	7	2	7	2	1
Information géographique et cartographique	70	23	70	23	20
Prévention des risques	4	4	4	4	2
Energie, climat et après-mines	0	1	0	1	154
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	382	388	382	388	388



	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2012		Cumul à fin janvier 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
unité : million d'€					
ECONOMIE	106	90	106	90	64
Développement des entreprises et de l'emploi	56	42	56	42	20
Tourisme	0	0	0	0	0
Statistiques et études économiques	37	34	37	34	32
Stratégie économique et fiscale	13	14	13	14	12
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	2 511	2 511	2 511	2 511	2 999
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	2 461	2 461	2 461	2 461	2 999
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	0	0	0	0
Epargne	50	50	50	50	0
Majoration de rentes	0	0	0	0	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 209	5 136	5 209	5 136	5 022
Enseignement scolaire public du premier degré	1 537	1 529	1 537	1 529	1 527
Enseignement scolaire public du second degré	2 503	2 493	2 503	2 493	2 495
Vie de l'élève	364	353	364	353	229
Enseignement privé du premier et du second degrés	545	517	545	517	535
Soutien de la politique de l'éducation nationale	193	179	193	179	172
Enseignement technique agricole	67	65	67	65	64
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	1 032	924	1 032	924	731
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	827	728	827	728	588
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	11	14	11	14	7
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	53	53	53	53	27
Facilitation et sécurisation des échanges	141	126	141	126	109
Entretien des bâtiments de l'Etat	0	1	0	1	0
Fonction publique	0	2	0	2	0
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	3	7	3	7	20
Immigration et asile	3	6	3	6	20
Intégration et accès à la nationalité française	0	1	0	1	0
JUSTICE	523	431	523	431	391
Justice judiciaire	209	177	209	177	167
Administration pénitentiaire	205	181	205	181	166
Protection judiciaire de la jeunesse	64	61	64	61	49
Accès au droit et à la justice	7	2	7	2	0
Conduite et pilotage de la politique de la justice	25	10	25	10	9
Conseil supérieur de la magistrature (1)	13	0	13	0	0
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	0	0	0	0	0
Presse	0	0	0	0	0
Livre et industries culturelles	0	0	0	0	0
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	0	0	0	0	0
Action audiovisuelle extérieure	0	0	0	0	0
OUTRE-MER	71	31	71	31	0
Emploi outre-mer	21	11	21	11	0
Conditions de vie outre-mer	50	20	50	20	0
POLITIQUE DES TERRITOIRES	2	2	2	2	1
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	2	2	2	2	1
Interventions territoriales de l'Etat	0	0	0	0	0
POUVOIRS PUBLICS	998	997	998	997	1 018
Présidence de la République	109	109	109	109	112
Assemblée nationale	518	518	518	518	534
Sénat	324	323	324	323	328
La Chaîne parlementaire	35	35	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1



unité : million d'€	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2012		Cumul à fin janvier 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	11 323	5 344	11 323	5 344	3 624
Formations supérieures et recherche universitaire	2 736	2 702	2 736	2 702	2 600
Vie étudiante	468	213	468	213	206
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	4 779	1 303	4 779	1 303	357
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 240	310	1 240	310	258
Recherche spatiale	1 306	737	1 306	737	147
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	753	39	753	39	27
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	26	25	26	25	14
Recherche duale (civile et militaire)	0	0	0	0	0
Recherche culturelle et culture scientifique	0	0	0	0	0
Enseignement supérieur et recherche agricoles	15	15	15	15	15
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	4 069	1 319	4 069	1 319	1 055
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	2 994	916	2 994	916	867
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	738	67	738	67	63
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	337	336	337	336	125
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	0	29	0	29	0
Concours financiers aux communes et groupements de communes	-1	21	-1	21	0
Concours financiers aux départements	0	0	0	0	0
Concours financiers aux régions	0	0	0	0	0
Concours spécifiques et administration	1	8	1	8	0
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	3 434	3 395	3 434	3 395	4 637
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	3 317	3 279	3 317	3 279	4 035
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	117	116	117	116	602
SANTE	1	0	1	0	0
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	1	0	1	0	0
Protection maladie	0	0	0	0	0
SECURITE	1 398	1 356	1 398	1 356	670
Police nationale	727	708	727	708	657
Gendarmerie nationale	671	648	671	648	13
SECURITE CIVILE	11	10	11	10	7
Intervention des services opérationnels	9	9	9	9	7
Coordination des moyens de secours	2	1	2	1	0
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	10 022	500	10 022	500	500
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	378	200	378	200	0
Actions en faveur des familles vulnérables	6	1	6	1	0
Handicap et dépendance	9 529	218	9 529	218	0
Egalité entre les hommes et les femmes	0	0	0	0	0
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	109	81	109	81	500



unité : million d'€

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier 2012		Cumul à fin janvier 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	105	58	105	58	6
Sport	104	58	104	58	6
Jeunesse et vie associative	1	0	1	0	0
TRAVAIL ET EMPLOI	1 552	290	1 552	290	468
Accès et retour à l'emploi	1 479	219	1 479	219	400
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	18	14	18	14	16
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	0	0	0	0
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	55	57	55	57	52
VILLE ET LOGEMENT	103	27	103	27	0
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	102	26	102	26	0
Aide à l'accès au logement	0	0	0	0	0
Développement et amélioration de l'offre de logement	0	1	0	1	0
Politique de la ville et du Grand Paris	1	0	1	0	0
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	49 995	30 330	49 995	30 330	24 744

(1) Programme créée en 2012



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	3 185	3 185	3 361	3 361
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	347	347	326	326
Impôt sur les sociétés (C)	736	736	784	784
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	996	996	501	501
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	43	43	37	37
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	854	854	312	312
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	7	7	0	0
Impôt de solidarité sur la fortune	28	28	28	28
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	0	0
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	0	0	0
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	8	8	13	13
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	1	1	1
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	1	1	1	1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	12	12	7	7
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	0	1	1
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	0	1	1
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	0	0	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	29	29	92	92
Recettes diverses	13	13	8	8
Taxe Intérieure de Consommation sur les produits énergétiques (1) (E)	871	871	833	833
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	17 893	17 893	17 575	17 575
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 120	1 120	1 406	1 406
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	63	63	47	47
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	18	18	17	17
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	1	1	31	31
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	135	135	147	147
Mutations à titre gratuit par décès	444	444	438	438



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	48	48	33	33
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	60	60	30	30
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	5	5	6	6
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	23	23	7	7
Timbre unique	27	27	21	21
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	30	30	37	37
Autres droits et recettes accessoires	0	0	0	0
Amendes et confiscations	2	2	40	40
Taxe générale sur les activités polluantes	1	1	10	10
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	4	4	4	4
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	2	2
Taxe sur les achats de viande	0	0	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	8	10	10
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	4	5	5
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	0	0	0
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	0	223	223
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	0	0	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	144	144	159	159
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	34	34	46	46
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	35	35	39	39
Prélèvements sur les paris sportifs	3	3	9	9
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	6	6	6	6
Redevance sur les paris hippiques en ligne	8	8	17	17
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	3	3	6	6
Autres taxes	14	14	15	15
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	25 148	25 148	24 786	24 786
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	21 753	21 753	20 149	20 149

(1) changement de libellé en 2012



unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	0	0	0
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	0	0
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	0	0	0	0
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	1 480	1 480	34	34
Revenus du domaine public non militaire	4	4	6	6
Autres revenus du domaine public	5	5	25	25
Revenus du domaine privé	3	3	1	1
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1 466	1 466	1	1
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1	1	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	1	1	1
Produits de la vente de biens et de services (C)	50	50	48	48
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	0	0	0	0
Autres frais d'assiette et de recouvrement	48	48	47	47
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	0	0	0	0
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	1	1	1
Autres recettes diverses	1	1	0	0
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	4	4	7	7
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	0	2	2
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	0	0	0
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	2	3	3
Intérêts des autres prêts et avances	2	2	2	2
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	0	0	0
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	0	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	0	0	0



	Mois		Cumul à fin janvier	
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	5	5	53	53
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	0	0	0	0
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	0	0	0	0
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	4	4	49	49
Frais de poursuite	1	1	4	4
Frais de justice et d'instance	0	0	0	0
Intérêts moratoires	0	0	0	0
Pénalités	0	0	0	0
Divers (F)	72	72	53	53
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	6	6	0	0
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	1	1	1	1
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	0	0	0	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	43	43	14	14
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	7	7
Frais d'inscription	1	1	0	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	0	0	0	0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	0	0	0
Récupération d'indus	0	0	0	0
Recouvrements après admission en non-valeur	8	8	18	18
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	3	4	4
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	0	0	0
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	0	0	3	3
Produits divers	0	0	0	0
Autres produits divers	10	10	6	6
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	1 611	1 611	195	195



	Mois	Cumul à fin janvier		
	Janvier	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 441	-4 441	-4 613	-4 613
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 200	-3 200	-3 439	-3 439
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	0	-3	-3
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	0	-3	-3
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-30	-30
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-950	-950	-503	-503
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	0	0	-153	-153
Dotations élu local	0	0	-6	-6
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	0	-3	-3
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-42	-42
Dotations départementale d'équipement des collèges	0	0	-27	-27
Dotations régionale d'équipement scolaire	0	0	-55	-55
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-14	-14
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-290	-290	-211	-211
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-1	-1	-79	-79
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	0	-35	-35
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-10	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	0	0		
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0		
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	0	0		
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 470	-1 470	-1 589	-1 589
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 911	-5 911	-6 202	-6 202
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	3	3	147	147
Fonds de concours - coopération internationale	1	1	0	0
TOTAL FONDS DE CONCOURS	4	4	147	147

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois de janvier		Cumul à fin janvier						
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes		
			2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	4 224	6 305	4 224	4 110	6 305	2 754	2 081	-1 356	-1 356
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0	32	0	0	32	49	32	49	49
Développement agricole et rural	0	3	0	0	3	4	3	4	4
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	0	13	0	0	13	0	13	0	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0	39	0	39	39
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	1 173	0	0	1 173	0	1 173	0	0
Participations financières de l'Etat	0	1	0	0	1	0	1	0	0
Pensions	4 224	5 083	4 224	4 110	5 083	2 662	859	-1 448	-1 448
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de concours financiers	7 287	2 126	7 287	8 955	2 126	2 578	-5 161	-6 377	-6 377
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	0	0	0	0	8	0	8	8
Avances à l'audiovisuel public	274	112	274	269	112	147	-162	-122	-122
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	0	0	17	0	17	17
Avances aux collectivités territoriales	7 005	2 014	7 005	7 286	2 014	2 402	-4 991	-4 884	-4 884
Prêts à des Etats étrangers	8	0	8	1 400	0	4	-8	-1 396	-1 396
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes de commerce	2 741	2 773	2 741	3 307	2 773	3 411	32	104	104
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	27	0	27	22	0	4	-27	-18	-18
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	7	5	7	4	5	5	-2	1	1
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	27	0	27	3	0	8	-27	5	5
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	2 680	2 768	2 680	3 252	2 768	3 391	88	139	139
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	24	0	1	0	-23	-23
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	0	0	0	1	0	1	0	0	0
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Comptes d'opérations monétaires	20	17	20	0	17	355	-3	355	355
Emission des monnaies métalliques	4	1	4	0	1	0	-3	0	0
Opérations avec le Fonds Monétaire International	16	16	16	0	16	355	0	355	355
Pertes et bénéfices de change	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COMPTES SPECIAUX	14 272	11 221	14 272	16 372	11 221	9 098	-3 051	-7 274	-7 274
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	14 256	11 205	14 256	16 372	11 205	8 743	-3 051	-7 629	-7 629

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois	Solde à fin janvier
	Janvier	2012
Variation de trésorerie	-859	-859
Trésorerie au 1er janvier 2012	-94 978	-94 978
Trésorerie au 31 janvier 2012	-95 837	-95 837

En raison de la reprise échelonnée des comptes de la gestion 2011, les données issues du système d'information CHORUS n'intègrent pas à ce jour la totalité des comptes du bilan d'ouverture nécessaire à la conception détaillée du tableau des flux de trésorerie habituellement présenté dans la situation mensuelle de l'Etat. Une présentation simplifiée est donc portée dans la présente situation mensuelle.



		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier			
	Organismes d'assurance et de réassurance	185	-5	180
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 396	54	6 450
	La Poste	1	-1	0
	Autres organismes à caractère financier	43	-65	-22
	CEPL			
	Régions	1 297	-130	1 167
	Départements	5 082	-858	4 224
	Communes	18 122	-576	17 546
	Hôpitaux	3 221	143	3 364
	HLM	204	-23	181
	Autres CEPL	16 804	6	16 810
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	31 217	-180	31 037
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 634	131	8 765
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 472	1 507	2 979
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	941	1 464
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	-466	13 588
	Communautés européennes	876	-208	668
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	74	-2	72	
GIP	338	-31	307	
EPL	1 905	93	1 998	
Autres correspondants	6 056	-155	5 901	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	166	-167	-1	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 083	62	2 145
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 035	341	4 376
	Intérêts courus sur comptes à terme	25	-26	-1
Total Passif (A)		122 815	383	123 198
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	2	4
Total Actif (B)		3	2	5
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		122 812	381	123 193



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin janvier 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	2 888	1 315 867
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	9 025	896 910
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	8 169	738 671
- <i>taux variable</i>	138 497	799	139 296
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	-6 043	241 255
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	-6 981	231 762
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-94	177 702
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	0	238
Dettes exigibles	238	0	238
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	0	238
Autres emprunts (C)	7 479	-2	7 477
TOTAL (A+B+C)	1 320 696	2 886	1 323 582

Le solde de la dette financière de l'Etat au 31/12/2011 diffère de celui présenté dans la situation mensuelle de décembre 2011 arrêtée au 11/01/2012 en raison d'écritures intervenues après cette date et affectant le montant de la dette fin 2011.



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.

Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière.

Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012. Les changements de périmètre ne sont pas encore établis à ce jour.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires

peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.